

## **TEXTE ACTION CDFD 59 et 62**

La situation économique et sociale continue de se dégrader : chômage, hausse des prix, conditions de travail dégradées, précarité toujours accrue, inégalités sociales qui se creusent.....Malgré les désaveux successifs qu'il a essayés (Mobilisation sociale énorme à l'automne ,mobilisations dans tous les secteurs depuis, culture, justice, éducation, santé, travailleurs sociaux, emploi..., déroute aux élections cantonales), le gouvernement persiste dans sa politique ultralibérale.

Pour tenter de détourner l'attention, le président et son gouvernement utilisent une nouvelle fois la politique du bouc émissaire. Après les roms l'été dernier, ils s'en prennent maintenant aux Tunisiens et aux Libyens... qui veulent trouver refuge en France et continuent à stigmatiser des centaines de milliers de citoyens en attaquant leur origine ou leur religion supposée..

La FSU condamne cette politique honteuse et dangereuse qui a surtout pour effet de renforcer l'extrême droite xénophobe, à généraliser et banaliser les préjugés racistes et d'exclusion et à porter gravement atteinte aux valeurs républicaines. Elle appelle à participer aux manifestations du 28 mai à Calais et Lille contre le racisme et la xénophobie.

La RGPP et les politiques assimilées continuent leur travail de sape dans laFP. Les suppressions massives de postes et de services ainsi que la dénaturation des missions, dégradent les conditions de travail et accentuent les inégalités. Le suivi des jeunes à la PJJ celui des privés d'emploi à Pôle emploi en sont quelques exemples.

Réunions après réunions, instances après instances, la FSU dénonce les atteintes au paritarisme et la montée de l'autoritarisme. Au delà de l'attitude méprisante de tel ou tel représentant de l'Etat, Il s'agit de dénoncer l'attaque systématique des personnes, la mise en œuvre d'une politique visant à vider le paritarisme de son sens pour mieux casser les statuts, transformer les missions et l'existence même des SP.

Dans ce cadre les élections professionnelles, dont les modalités (vote électronique) ont pour but d'affaiblir la représentation de la FSU, prennent une importance primordiale. La FSU s'engage à montrer les enjeux de ces élections : défense des personnels et d'un service public fidèle à ses missions originelles qu'il faut renforcer. Après avoir perdu plus de 10% de pouvoir d'achat en 10 ans(et plus de 20 % depuis le début des années 80), les fonctionnaires apprennent que leurs salaires seront gelés en 2012 après l'avoir été en 2011 alors même que les cotisations retraites augmenteront . L'intersyndicale Fonction Publique nationale a d'ores et déjà appelé à une journée d'action nationale le mardi 31 mai. La FSU 59 62 regrette cette réaction tardive (annonce ministérielle faite début avril) qui ne permet pas d'offrir des perspectives de suites rapides à la journée d'action du 31 mai. La FSU au niveau national doit proposer à ses partenaires de l'intersyndicale un appel clair à la grève et à la manifestation pour les agents des trois Fonctions Publiques. La FSU exige une revalorisation de 50 points d'indice ainsi que le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat par une augmentation immédiate de 10%.

Cette journée doit être le début d'une mobilisation dans la durée qui doit rebondir dès septembre et doit nous permettre d'obtenir non seulement le rattrapage qui nous est dû, mais aussi la revalorisation nécessaire à l'attractivité de la FP.

Les questions de santé , via la réforme de la dépendance, la remise en cause de la Sécurité Sociale doivent faire l'objet le plus rapidement possible d'une réflexion et de débats larges avec l'objectif de construire une mobilisation forte , à la hauteur des enjeux. De nouveaux mauvais coups seront portés à la sécurité sociale si la prise en charge du risque de la perte d'autonomie est assumée par le secteur assurantiel et non plus, comme le souhaite la FSU, par la Sécurité Sociale. Ces projets gouvernementaux sont dictés par le pacte de stabilité européen. La FSU nationale se doit d'interpeller ses partenaires sur la nécessité d'une réplique commune à l'échelle nationale et européenne pour dénoncer le traité de Barcelone. La FSU régionale est et sera partie prenante des actions unitaires régionales.

Le Ministre de l'Éducation maintient sa politique de casse de l'Éducation Nationale. Il persiste à supprimer 16000 postes (865 dans l'Académie de Lille). Comme nous le disions, cela se traduira par des dégradations considérables de nos conditions de travail et des conditions d'études des élèves : baisse drastique de la scolarisation des 2 ans (celle des 3 ans commence à être menacée), dégradation accrue du non remplacement, suppression des aides aux élèves en difficulté, explosion des effectifs par classe, suppressions d'options, suppressions de nombreuses filières technologiques et professionnelles.

A cela s'ajoute, les réformes et projets qui ont en commun les économies budgétaires ainsi que la mise en cause d'un service public de qualité au service de tous les élèves notamment par la mise en péril de la voie technologique . (Poursuite de la réforme des lycées ; extension du dispositif Eclair ; volonté d'étendre l'apprentissage et l'évaluation par compétences)

Comme nous l'annoncions, la réforme de la formation des maîtres s'avère catastrophique. Elle est rejetée par les stagiaires, les formateurs ainsi que les collègues dans les établissements et écoles.. Elle conduit également à faire pression sur les étudiants M2 pour les utiliser comme moyens de remplacement, à substituer la formation professionnelle par une mise brutale et directe sur le terrain, à remettre en cause le caractère universitaire des masters par l'introduction de l'alternance. La FSU continue à réclamer une véritable revalorisation liée à la hausse nécessaire du niveau de qualification, à dénoncer les conditions de la mastérisation, à réclamer l'augmentation indispensable du nombre de postes aux concours et la mise en place de pré-recrutements.

La FSU continuera à soutenir et à participer aux initiatives décidées en ce domaine

Face à toutes ces mesures, la mobilisation a été impressionnante et reste encore importante . Le mouvement contre la réforme des retraites (commencé le printemps dernier) a mobilisé des millions de personnes dans des mouvements de grève, de manifestations et de blocage. La détermination des salariés et des citoyens sur ce sujet est restée intacte jusque la fin du mouvement. La FSU continuera à tout faire pour remettre en cause cette loi et revenir à une retraite à taux plein à 60 ans (75% après 37,5 ans de cotisations ou de service).

La mobilisation pour l'Éducation reste d'importance également. A l'appel des « 25 », les deux manifestations des 22 janvier et 19 mars ont été des succès. Devant la réticence de certains de ses partenaires (UNSA et SGEN), la FSU a su prendre ses responsabilités en appelant à la grève le 10 février (soutenue par la CGT, SUD et, dans notre académie, par Action et Démocratie). Cette journée a été très suivie :

grève majoritaire (du jamais vu pour une grève non unitaire) et des manifestations qui ont rassemblé plus de 8000 personnes dans notre région.

Mais au-delà de cette journée, c'est la mobilisation locale près des établissements et des écoles avec les enseignants et les parents qui a été particulièrement marquante.

A ce titre, la FSU répond positivement à l'appel de la FCPE de créer des comités de Salut Public pour l'Éducation Nationale. Elle appelle à participer, nombreux, au rassemblement du 13 mai à 11h à Béthune pour le lancement des Comités du Pas-de-Calais après ceux du Nord le 3 mai.

La FSU 59 62 appelle à participer massivement au rassemblement initié par le Snuipp devant le ministère le 18 mai afin de protester contre les nouvelles suppressions de postes qui frappent notre académie et contre la politique de destruction du Service Public d'Éducation, à travers notamment les contre-réformes. Elle fait une demande d'audience au Ministère pour cette action.

La FSU 59-62 considère que le mouvement doit se poursuivre sous toutes les formes possibles d'ici juin (nuits des écoles, assemblées dans les collèges débat et action dans le douaisis le 28 mai et le 17 juin) et qu'il doit reprendre de plus belle en septembre. Elle mandate la FSU nationale pour contacter ses partenaires (notamment la FCPE) afin d'organiser une semaine d'action, en articulation avec les actions Fonction Publique, dès la rentrée du type « Nous ne rentrons pas ! » avec, notamment : des réunions publiques et des journées établissements morts, des grèves....

La FSU poursuit ses interpellations des politiques-elle en tiendra informés ses syndiqués-en gardant à l'esprit que c'est avant tout par nos mobilisations que nous serons entendus et donc que nous pèserons dans le débat politique.

Enfin pour la FSU 59/62 , les nouvelles atteintes à la laïcité sont tout à fait inacceptables : présence du Premier Ministre aux cérémonies de béatification de Jean-Paul II, nouvelle campagne de certifications privées en langues vivantes, label éco-école....Elle appelle à défendre sans relâche les valeurs de la laïcité et à montrer sur ce point la plus grande vigilance.